



L'UD CGT AUBE soutient l'appel à une mobilisation mondiale pour le climat et appelle les salarié.e.s, les retraité.e.s et les privé.e.s d'emploi à participer massivement à la mobilisation organisée le 28 mars à 14h00, départ place Jean Jaurès à Troyes.



Crise écologique, crise sanitaire, crise sociale, crise économique... : l'équilibre est rompu depuis longtemps et impose, de toute urgence, des décisions politiques fortes pour engager résolument notre pays sur la voie du progrès social et environnemental.

Le projet de loi « climat et résilience », actuellement examiné à l'Assemblée nationale, devait être l'occasion d'entendre et de traduire dans la loi l'exigence d'une transition écologique juste pour notre pays telle qu'elle a été exprimée, entre autres, par la Convention citoyenne pour le climat.

Or, il n'en est rien. **Ce projet de loi ne rompt d'aucune manière avec le modèle de croissance capitaliste des dernières décennies qui a pourtant montré ses limites sociales et écologiques notamment dans la gestion de la crise sanitaire mondiale. Ce projet de loi ne vise, en fait, qu'à adapter le système capitaliste en place à la pénurie des ressources** ; d'ailleurs, l'utilisation du terme « résilience » n'est pas anodine. Il consacre le désengagement de l'État – comme le prouvent les politiques d'austérité et d'affaiblissement des services publics et, plus particulièrement, du ministère de l'Écologie, la privatisation de l'Office National des Forêts, d'EDF ou encore de la SNCF. La politique gouvernementale mise, avant tout, sur la capacité des individus à modifier leurs habitudes de consommation, de production, de vie, en enfermant les travailleurs dans une doctrine d'adaptation et en brisant l'élan collectif de notre pays par la confiscation de nos libertés fondamentales (monde de la culture réduit au silence, loi « sécurité globale », loi « séparatismes », etc.).

À la CGT nous pensons, au contraire, que la transition écologique doit être l'opportunité de bâtir un avenir différent pour revaloriser le travail tant dans son contenu qu'en termes de salaire et de conditions de travail, pour mener une vie digne et redonner sa place au collectif.

Or, le gouvernement s'engage à creuser les inégalités : sans une revalorisation substantielle des salaires et du Smic et des conditions de travail, les plus modestes et précaires sont celles et ceux qui demeureront aux portes de la transition écologique ou en supporteront le plus fortement le coût (rénovation thermique des logements avec un reste à charge trop élevé, acquisition d'un véhicule propre ou droit à une alimentation saine hors de portée, etc.).

Pendant ce temps, les grandes entreprises dont E. Macron a refusé qu'elles voient leurs dividendes taxés ou que leurs aides soient conditionnées, continueront selon une logique dévastatrice pour les travailleurs et la planète.

Sans un travail d'anticipation et de planification avec l'ensemble des travailleurs et leurs représentants, les grandes entreprises utiliseront l'argument de la transition écologique pour dégrader davantage les conditions de travail des salariés et licencier massivement. Ce phénomène, amplifié par la crise sanitaire, est d'ores et déjà une réalité comme en témoigne l'actualité du site de Grandpuits, de l'usine Bosch d'Onet-le-Château, de la Française de Mécanique ou, encore, de la centrale à charbon de Gardanne.

Alors, puisque E. Macron se targue, à travers la Convention citoyenne et l'annonce d'un référendum quant à la modification de la Constitution, d'être exemplaire en matière de renouvellement démocratique, la CGT exige qu'il aille jusqu'au bout de sa prétention en prenant en considération les nombreuses propositions d'évolution, d'innovation, élaborées par la CGT et les travailleurs.

Pour un développement humain et durable, la CGT appelle à se mobiliser le 28 mars.